



Distr.  
GENERALE  
A/4087/Add.4  
15 avril 1959  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quatorzième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES :  
RESUME ET ANALYSE DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUES EN VERTU  
DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE. RAPPORT DU  
SECRETARE GENERAL

Territoires d'Asie

SARAWAK<sup>1/</sup>

1/ En application de la résolution 1332 (XIII) de l'Assemblée générale, le présent résumé est également communiqué au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

NOTE : Les signes employés dans le présent document sont les suivants :

Points de suspension (...)

Tiret ( - )

Barre oblique (1948/1949)

Trait d'union (1948-1949)

Pas de renseignements

Néant ou négligeable

Campagne agricole ou exercice budgétaire

Moyenne annuelle

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Le territoire est constitué par une bande côtière d'environ 450 milles de long et de 40 à 120 milles de large; situé dans la partie nord-ouest de l'île de Bornéo, il a une superficie de près de 47.500 milles carrés. De nombreuses rivières, navigables pour la plupart, le traversent; du point de vue topographique il se divise en trois zones : sur la côte, une plaine alluviale et marécageuse; puis, une région de collines coupée par des massifs montagneux; enfin, une zone de montagnes à l'intérieur. Le climat tropical est soumis au régime de la mousson. Des forêts tropicales couvrent la plus grande partie du territoire. Il y a des ressources minérales importantes : pétrole, antimoine, mercure, bauxite et phosphates. La ville de Kuching est la capitale.

Les autochtones représentent environ 70 pour 100 de la population. Les principaux groupes ethniques sont les Dayaks du littoral, les Dayaks de l'intérieur, les Malais et les Melanos. Parmi les non-autochtones, ce sont les Chinois qui forment le groupe le plus important (30 pour 100 de la population en 1956); viennent ensuite les Indiens, les Javanais et les Européens.

	<u>Population</u>		
	<u>1947</u> (Recensement)	<u>Décembre 1953</u> (Estimation)	<u>Décembre 1956</u> (Estimation)
Autochtones :			
Dayaks du littoral	190.326	209.950	197.945
Dayaks de l'intérieur	42.195	46.760	49.175
Melanos	35.560	137.220	155.419
Malais	97.469		
Autres autochtones	29.867	31.820	30.541
Non-autochtones :			
Chinois	145.158	164.480	189.826
Autres asiatiques	5.119	6.560	6.419
Européens	691		
Total :	<u>546.385</u>	<u>596.790</u>	<u>631.431</u>

Statistiques de l'état civil

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Taux de natalité pour 1.000 habitants	13,7	26,7	24,0
Taux de mortalité pour 1.000 habitants	6,2	9,0	6,6
Taux de mortalité infantile pour 1.000 naissances vivantes	75,4	93,5	72,2

CONDITIONS ECONOMIQUES

L'économie reste essentiellement fondée sur une agriculture de subsistance complétée par la cueillette de produits de la forêt et la pêche, ainsi que sur certaines cultures marchandes (caoutchouc et poivre principalement). Plus des deux tiers des habitants se consacrent de façon permanente à l'agriculture et les revenus qu'ils en tirent représentent beaucoup plus de la moitié du revenu national. Les Dayaks et les autres autochtones cultivent du riz (ils pratiquent généralement le nomadisme cultural), ont de petites plantations d'arbres à caoutchouc et de sagoutiers et font la cueillette des produits de la forêt (jelutong et dammar). Les agriculteurs chinois récoltent du caoutchouc et du poivre. Les Malais et les Melanos s'adonnent surtout à la pêche, à l'exploitation forestière ou à la culture des sagoutiers. Les industries extractives (pétrole, raffinage du pétrole, or) et d'autres activités telles que le commerce, les transports et l'administration constituent les autres éléments du revenu national. Les fluctuations des cours des principaux produits agricoles d'exportation ont eu des répercussions sur l'économie du territoire.

Le Sarawak ayant été occupé pendant la guerre, la principale tâche de l'administration au début de l'année 1947 a été de relever et de développer son économie. Le Conseil Negri a adopté en mai 1950 un plan général de développement pour la période 1948-1956. Lorsque le plan de Colombo pour le développement économique de l'Asie du Sud-Est a été entrepris en 1950, le territoire a décidé de prolonger son plan initial pour le faire coïncider avec le plan de Colombo. Le plan de développement révisé (1951-1957), adopté en mai 1952, prévoyait des dépenses publiques d'un montant de 38,6 millions de dollars malais<sup>2/</sup> réparties de la manière suivante : agriculture, 13 pour 100; transports et communication,

2/ L'unité monétaire du Sarawak est le dollar malais qui vaut 2 shillings 4 pence, ou 0,327 dollar des Etats-Unis.

34 pour 100; combustibles et énergie, 2 pour 100; services sociaux, 51 pour 100. Le Comité de développement institué en 1951 et réorganisé en 1957 dont la majorité des membres n'appartiennent pas à l'administration, est chargé de la surveillance des opérations et de la planification. Un fonds de développement, d'action sociale et de reconstruction a été constitué parmi les organes de financement des programmes. En 1954, on a constaté que les projets inscrits dans le plan de développement révisé ne pourraient pas tous être exécutés en même temps et l'on a estimé qu'il fallait donner la priorité à ceux qui étaient de nature à accroître directement ou indirectement la production. Le nouveau plan de développement (1955-1960), adopté en août 1954, prévoit une dépense de 99,4 millions de dollars malais répartis comme suit : transports et communications, 54 pour 100; agriculture, exploitation forestière, combustibles, énergie et enquête géologique, 14 pour 100; pour les services sociaux, 25 pour 100. En 1957 on a révisé ce nouveau plan de développement (1955-1960) et porté le montant des dépenses à 136,2 millions de dollars malais; la part des projets économiques a été ramenée de 63,7 pour 100 jusqu'à la fin de l'année 1956 à 55,64 pour 100 pour la période 1957-1960.

Les dépenses effectuées au titre de tous les plans de développement jusqu'à la fin de l'année 1957 se sont élevées à 86 millions de dollars malais environ. Sur cette somme, 11 millions de dollars malais correspondent à des subventions au titre des Colonial Development and Welfare Acts; le reste, soit 75 millions de dollars malais a été prélevé sur le budget du territoire.

Les projets exécutés dans le cadre des plans de développement comprennent notamment les activités suivantes : enquêtes sur les ressources agricoles et minérales et sur les ressources en poisson; culture de produits marchands pouvant remplacer le caoutchouc; plantation d'arbres à caoutchouc et remplacement des arbres existants; amélioration des installations portuaires; développement des moyens de transports par mer; construction d'un aéroport à Sibü; construction de routes; création du service de radiodiffusion du Sarawak; exploitation forestière.

Une société financière de développement a été instituée en 1957.

## AGRICULTURE ET ELEVAGE

Le Département de l'agriculture créé après la guerre est chargé non seulement des questions agricoles mais aussi des services vétérinaires et de la pêche ainsi que de l'exécution du programme de plantation d'arbres à caoutchouc. On a développé le département en 1956 en créant une division des sols et un groupe de recherche sur le riz. Selon des plans approuvés en 1957, le groupe de recherche a été chargé d'entreprendre une enquête sur les sols et sur la culture du poivre et du riz. Au cours des dernières années, le département a coopéré avec cinq stations agricoles, une station qui effectue des essais sur le riz et trois stations qui font des essais et des démonstrations sur le riz.

Sauf en ce qui concerne le caoutchouc, le développement de l'agriculture a été retardé par la pénurie extrême de personnel qualifié et expérimenté à tous les échelons des services. Faute d'habitants du territoire ayant la formation universitaire voulue, il a fallu attribuer la plupart des postes de direction à des personnes venues de l'extérieur. Toutefois leur recrutement n'a pas été aisé. C'est pourquoi on a organisé à l'école d'agriculture de Batu Lintang un cours de formation de deux ans à l'intention d'assistants agricoles; sur les 29 élèves inscrits en 1956, 4 seulement ont été reçus à l'examen final de 1957. Cette même année on a décidé d'entreprendre un programme de formation en cours d'emploi à l'intention du personnel subalterne qui généralement n'a reçu aucune formation.

Dans l'ensemble, l'administration s'est efforcé d'accroître la productivité agricole et de diversifier l'agriculture. Ainsi, elle a pour politique d'encourager les petits agriculteurs locaux à augmenter leur production à l'aide de bonnes méthodes de culture mixte plutôt que les exploitants de grandes plantations spécialisées.

En application de l'Ordonnance de 1959 relative aux ressources naturelles on a chargé un office de surveiller la mise en valeur et l'utilisation des terres sans modifier le régime foncier. Le Service du cadastre exécute un programme de classement des terres approuvé en 1954. Il a établi quatre catégories principales entre lesquelles les terres se répartissaient de la manière suivante à la fin de l'année 1955 : zones mixtes où l'aliénation est libre et où autochtones et non-autochtones peuvent posséder des terres (4.346 milles carrés); zones autochtones où seul un membre de l'un des groupes autochtones peut posséder

des terres (2.317 milles carrés); zones de l'intérieur et terres appartenant aux autochtones en vertu de la coutume, où nul ne détient de titre de propriété en vertu du code foncier mais où les droits coutumiers des autochtones peuvent être reconnus à la condition que les intéressés aient obtenu un permis spécial institué en 1954 afin d'empêcher la destruction de la jungle (29.497 milles carrés); terres réservées telles que les réserves forestières, les forêts communales autochtones et les autres réserves d'Etat (10.842 milles carrés). On a promulgué un nouveau code foncier en 1957.

On estimait en 1957 que les terres étaient utilisées de la manière suivante : la forêt sous toutes ses formes recouvrait 36.079 milles carrés (76 pour 100); le nomadisme cultural était pratiqué sur 8.724 milles carrés (18 pour 100); la culture sédentaire était pratiquée sur 2.699 milles carrés (6 pour 100). Le succès du programme de développement des plantations d'arbres à caoutchouc a contribué à augmenter depuis 1955 la demande de terres pour ce genre de culture.

#### Principales cultures

Les cultures d'exportation sont par ordre d'importance le caoutchouc, le poivre, le sagou et la noix de coco. La principale culture destinée à la consommation locale est le riz qui est l'aliment de base; il s'agit soit de riz de montagne, dont la culture est itinérante, soit de riz de plaines cultivé sous irrigation. Son exportation est interdite. Bien que les superficies plantées aient augmenté, la production annuelle de riz ne permet pas au Sarawak de se suffire à lui-même. On a estimé la production de 1957 à 48.000 long tons ce qui ne couvre que la moitié des besoins. Les importations de riz, qui ont fluctué avec les exportations de caoutchouc et de poivre, sont passées de 21.667 long tons en 1953 à 37.544 long tons en 1956 et à 46.982 long tons en 1957. L'augmentation rapide de 1957 s'explique en partie par la suppression des restrictions imposées sur les importations. Parmi les autres cultures alimentaires, on peut citer celle du manioc et du maïs.

On ne dispose pas de statistiques précises sur l'importance des superficies plantées et de la production. En 1957, on estimait que les terres cultivées se répartissaient comme suit : caoutchouc, 265.000 acres; riz, 200.000 acres (140.000 acres de riz de montagne et 60.000 acres de riz de plaine); sagou, 150.000 acres; cocotiers, 50.000 acres au maximum. Les superficies plantées en

poivriers (90 pour 100 d'entre eux se trouvent dans de petites exploitations chinoises) égales à 4.000 acres environ avant la guerre n'étaient plus que de 150 acres environ en 1948. Mais cette culture s'est peu à peu relevée et en 1956 les superficies plantées étaient plus importantes qu'avant la guerre et les exportations atteignaient le niveau record de 396.000 hundredweights. A la suite de la chute des cours et des exportations en 1957, on a créé un comité consultatif chargé d'étudier les aspects techniques de la situation; d'autre part, un comité consultatif commercial, de création récente également, a recherché les possibilités d'améliorer la vente du poivre. En 1957, la culture du sagou a été très atteinte par la chute des prix, et pour aider les exploitants on a supprimé les droits à l'exportation à partir d'octobre 1957.

La culture des arbres à caoutchouc continue à se pratiquer surtout dans de petites exploitations; sur un total de 265.000 acres plantés en 1957, 13.285 acres seulement représentaient les plantations de cinq grands domaines. Comme la quasi totalité des arbres sont trop jeunes et de faible rendement, on a établi en 1954 un programme de plantation prévoyant une dépense d'un million de dollars malais dans le cadre du plan de développement (1955-1960). Ce programme a été révisé en 1956 et les dépenses prévues ont été portées à 4 millions de dollars malais. Les propriétaires de grands domaines et les petits exploitants de toutes les races peuvent en bénéficier; tout exploitant agréé qui désire planter ou replanter des arbres peut recevoir une subvention en espèces et en nature équivalant respectivement à 200 dollars et à 450 dollars malais par acre. Du commencement du programme à la fin de l'année 1957, on a approuvé des subventions pour 1.737 personnes qui se proposaient de planter 14.447 acres et de replanter 2.460 acres. Les demandes de subvention formulées en 1957 pour l'année suivante laissent prévoir une nouvelle augmentation de 20.000 acres environ.

On a établi un système de contrôle de la qualité des exportations de sagou et de poivre.

Exportations

	<u>1951</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Caoutchouc (tonnes)	42.521	23.958	41.005
Poivre ( <u>hundredweights</u> )	24	180	275
Sagou (tonnes)	23.945	16.073	12.718
Coprah (tonnes)	3.864	2.635	-

### Elevage

L'élevage ne joue qu'un rôle secondaire dans l'économie rurale du Sarawak. La volaille et les chèvres sont élevées surtout pour la consommation familiale. Quelques boeufs et buffles servent pour la culture du riz de plaine; il y a quelques petits troupeaux de bovins, pour le lait et la viande. Toutefois le cheptel a augmenté et s'est amélioré grâce aux importations d'animaux reproducteurs. Comme le territoire ne produit pas assez de porcs pour subvenir à tous ses besoins, on s'efforce tout spécialement de développer l'élevage des porcs actuellement pratiqué par les Chinois et les Dayaks. La production de viande de porc a augmenté mais les importations sont demeurées élevées. On a terminé en 1957 un recensement provisoire du cheptel; les effectifs se répartiraient de la manière suivante : porcs, 66.722; buffles, 5.552; bovins, 4.390; chèvres, 3.933.

### PECHE

La pêche se pratique surtout dans les eaux côtières et l'estuaire des rivières principales; la plupart des pêcheurs (qui étaient au nombre de 4.500 selon le recensement de 1947) sont des Melanos et des Malais, et le reste des Chinois. Pour la pêche en mer comme pour la pêche en eau douce, on commence seulement à adopter les méthodes nouvelles et à mettre à profit l'expérience acquise dans d'autres régions.

Une enquête sur la pêche entreprise en 1948 a été élargie par la suite de manière à porter également sur le transport, la vente et la distribution du poisson. A plusieurs reprises, il a fallu interrompre l'enquête, faute de personnel (à la suite de démissions ou de congés de maladie), et parce que d'autres travaux avaient la priorité. Le fonctionnaire principal chargé des questions de pêche s'est rendu à l'étranger en 1956, sous les auspices du plan de Colombo et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, afin d'y étudier les méthodes de pêche. A son retour, il a entrepris le recensement des bassins existants et la mise au point d'un plan de développement de la pisciculture dans les régions rurales. Quatre-vingt-dix-neuf bassins ont été construits en 1957 (59 par des Malais et des Dayaks et 40 par des Chinois).

Un système de prêt pour l'installation de moteurs à bord des bateaux pratiquant la pêche en mer a été institué en 1956 et poursuivi en 1957 : dix nouveaux prêts ont été consentis. Une petite fabrique de farine de poisson a été

ouverte à titre d'essai. La demande des éleveurs de porcs est assez forte pour justifier une usine plus importante, qui est en construction en aval de Kuching. Les essais effectués avec des seines danoises et des pièges spéciaux ont donné de bons résultats.

#### FORETS

Il y a 42.000 milles carrés de forêts dont 16.000 milles carrés sont exploitables, sur une superficie totale de 47.500 milles carrés. En 1954, le Gouverneur siégeant en Conseil a adopté une politique forestière qui consiste : 1) à constituer des réserves forestières permanentes suffisantes pour les besoins de la population et le développement économique du pays; 2) à exploiter les zones productives du domaine forestier permanent de façon à en tirer des revenus; 3) à encourager l'utilisation des produits forestiers dans les zones qui ne font pas partie du domaine forestier permanent; 4) à contribuer, dans la mesure où le permet la demande intérieure, au développement d'un commerce d'exportation des produits forestiers. En 1950, la superficie du domaine forestier permanent était de plus de 3.000 milles carrés. Elle s'est accrue en moyenne de 937 milles carrés par an et avait atteint, à la fin de 1957, 10.780 milles carrés, soit 22 pour 100 de la superficie totale du pays.

Le nombre des scieries autorisées est passé de 17 en 1947 à 47 en 1953 et à 65 en 1957. La production et l'exportation du bois rond ont été respectivement de 289.640 et 204.222 tonnes de 50 Hoppus feet en 1953; de 407.336 et 310.000 tonnes environ de 50 Hoppus feet en 1957. Une récession de l'industrie du meuble au Royaume-Uni en 1955 a entraîné pour le bois de ramin un fléchissement de la demande et des prix. En 1957, la situation s'est améliorée.

#### INDUSTRIES EXTRACTIVES ET AUTRES INDUSTRIES

Le pétrole est la plus importante des ressources minérales du Sarawak. La valeur de l'ensemble de la production minière (pétrole, or, agglomérés de phosphate, chaux et pierre) est passée de 3.869.681 dollars malais en 1953 à 5.348.000 dollars malais en 1957. Les prospections pétrolières sont entrées dans une phase nouvelle en 1954, avec l'extension des frontières du Sarawak pour englober une zone sous-marine de 55.000 milles carrés sur plateau continental. En 1957, la Sarawak Oilfields Limited, qui détient à l'heure actuelle des

concessions pétrolifères sur 10.250 milles carrés à l'intérieur des terres et sous la mer, a procédé aux premiers forages d'essai à 8 milles au large des côtes, sur le plateau continental mais aucun gisement n'a été découvert. C'est également en 1957 qu'a été créée une société nationale pour l'extraction de la bauxite, qui exploite des gisements découverts par un géologue du gouvernement en 1949. On prévoit que les exportations de bauxite commenceront au début de 1958 et s'élèveront à environ 180.000 tonnes par an.

Principales ressources minérales : quantités produites

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Pétrole (tonnes)	23.964	49.057	65.906
Or (onces de fin)	389	442	902
Phosphates (tonnes)	...	632	465

L'industrie principale est le raffinage du pétrole. La plus grande partie du pétrole produit dans le territoire voisin de Brunéi est acheminée par pipe-line jusqu'au Sarawak et raffinée à Lutong. Le pétrole de Brunéi représente de 80 à 90 pour 100 de la production totale.

Les industries légères (qui comprennent des huileries, des savonneries utilisant l'huile de coprah et des fabriques d'allumettes, de pâtes alimentaires et d'eau gazeuse) n'ont eu qu'une production limitée. L'artisanat et les industries familiales produisent des poteries, des gongs, des nattes et des paniers. Aux termes de la Pioneer Industries (Encouragement) Ordinance de 1957, les personnes qui créent des industries nouvelles bénéficient d'exemptions en ce qui concerne les droits de douane et l'impôt sur le revenu.

ENERGIE

Depuis que les pouvoirs publics ont acheté, en 1953, les actions de la Sarawak Electricity Supply Company Limited, qui étaient détenues par des particuliers, le gouvernement finance le développement de la production d'énergie électrique. Le programme d'augmentation de la production d'énergie prévu dans le Plan de développement (1955-1960) s'élevait à 4 millions de dollars malais. Ce chiffre a été porté à 7,5 millions de dollars malais.

Puissance installée, production et nombre de consommateurs

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Puissance installée :			
Courant alternatif	(1.307 kva	(1.952 kva	(6.017 kWh
Courant continu	( 614 kWh	( 791 kWh	( -
Production (en milliers de kWh)	1.716	5.589	10.357
Nombre de consommateurs	...	4.214	9.300

## TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Transports

Le territoire ne possède pas encore de réseau routier satisfaisant bien que la construction de routes occupe une place importante dans les plans de développement. En raison du nombre relativement restreint de voies de communications, différentes parties du territoire continuent de constituer des unités économiques distinctes. En 1948, sur 459 milles de routes, il n'y en avait que 68 milles à revêtement. Plus de 16 millions de dollars malais ont été affectés à la construction de routes dans le cadre du Plan de développement pour la période 1951-1957 et un crédit de 33 millions de dollars malais a été prévu dans le Plan de développement pour la période 1955-1960 en vue de la construction de routes principales et secondaires. En 1957, la longueur totale des routes était de 556 milles dont près de 110 milles en béton. On a également entrepris la construction de routes dans le cadre de programmes d'urbanisme et d'aménagement des communautés rurales.

Depuis que l'aéroport de Kuching a été officiellement mis en service en 1950, les transports aériens ont quelque peu simplifié le problème des communications intérieures et extérieures. Un autre aérodrome a été ouvert à Sibü et des pistes d'atterrissage ont été construites à Bintulu et à Lutong. La Malayan Airways qui, en 1952, assurait un service régulier reliant Kuching à Singapour quatre fois par semaine, assurait en 1957 des vols quotidiens entre Sarawak et Singapour, le Bornéo du Nord et Brunéi. Des services aériens intérieurs ont également été créés. En novembre 1957, une nouvelle société a été constituée par les Gouvernements du Bornéo britannique, la British Overseas Airways Corporation et la Malayan Airways; cette compagnie assure les services aériens intérieurs des trois territoires du Bornéo. Entre 1948 et 1957, le nombre de passagers (embarqués et débarqués) est passé de 697 à 29.109.

Les transports ont continué de se faire essentiellement par mer et par voie fluviale. Des vedettes et de petits bateaux à moteur appartenant à un certain nombre de compagnies de navigation locales, principalement chinoises, desservent les principaux fleuves et assurent le cabotage. Le nombre des caboteurs enregistrés est passé de moins de 100 (chiffre estimatif) en 1947 à 740 en 1957; le tonnage total correspondant (entrées et sorties) est passé de 469.192 tonnes en 1952 à 1.030.042 tonnes en 1957. Les entrées et les sorties de navires en provenance et à destination des ports étrangers ont représenté respectivement 3.876.947 tonnes et 3.847.420 tonnes en 1957 contre 1.047.317 tonnes et 1.005.997 tonnes en 1947.

#### Télécommunications

En 1948, 12 centraux téléphoniques étaient en service. Huit millions de dollars malais environ ont été affectés en 1952 au développement du réseau téléphonique public. Le nombre d'appareils téléphoniques est passé de 720 en 1954 à 2.135 en 1957. A la fin de 1957, on achevait de mettre au point un circuit radiotéléphonique VHF à une voie pour assurer la liaison entre les abonnés éloignés et le central les desservant.

#### FINANCES PUBLIQUES

De 1947 à 1956, les recettes ont été supérieures aux dépenses sauf en 1949. A la fin de 1957, le Sarawak n'avait pas de dette publique. Les principales sources de recettes sont les droits d'exportation sur le caoutchouc et le poivre, les droits d'importation sur le tabac et les spiritueux, l'impôt sur le revenu des sociétés, les patentes, les intérêts et les redevances. Avant l'institution, en 1950, de l'impôt sur le revenu des sociétés, 75 pour 100 des recettes publiques provenaient des droits à l'importation et à l'exportation. La part de ces droits est tombée, depuis, à 50 pour 100 environ. En 1955, un expert a été chargé d'une étude du régime fiscal du Sarawak, dont les résultats ont été publiés en 1956 : il recommandait d'instituer un impôt sur le revenu (frappant également les sociétés), d'augmenter les droits sur les articles de luxe importés, de modifier les droits à l'exportation et d'augmenter les redevances perçues sur le bois d'oeuvre.

Recettes et dépenses  
 (milliers de dollars de Malaisie)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	1957 (estimation)
Recettes	12.879	43.688	50.588
Dépenses	10.987	34.280	51.351
Principaux postes de recettes :			
Douanes	8.595	23.235	26.086
Impôt sur le revenu	-	9.613	7.500
Patentes, taxes et revenus intérieurs	701	1.749	3.557
Intérêts	547	2.554	3.125
Principaux postes de dépenses :			
Enseignement	235	769	7.662 <sup>a/</sup>
Services médicaux	971	2.882	5.202
Travaux publics	1.709	4.077	7.050

a/ Non compris les dépenses du plan de développement.

Financement du développement

Les fonds nécessaires pour le développement du territoire pendant la période 1957-1960 sont estimés à 105,6 millions de dollars malais provenant pour 11,7 millions de subventions au titre des Colonial Development and Welfare Acts, pour 26 millions d'emprunts, et pour le reste (67,9 millions de dollars malais), des ressources locales.

Etat sommaire des dépenses au titre du plan de développement

(dollars malais).

	<u>Dépenses au</u> <u>31 décembre 1956</u>	<u>Evaluation des dépenses pour la période</u> <u>1957-1960</u>		
		<u>Equipement</u>	<u>Renouvelables</u>	<u>Total</u>
Agriculture	3.186.736	10.711.044	275.853	10.986.897
Pêche	386.311	165.000	57.107	222.107
Forêts	491.246	81.115	127.334	208.449
Communications	31.057.648	41.770.500	-	41.770.500
Combustible et énergie	5.717.500	4.000.000	-	4.000.000
Enseignement	2.631.015	15.584.111	99.000	15.683.111
Santé publique	9.472.917	11.483.185	-	11.483.185
Divers	12.226.336	20.418.153	867.045	21.285.198
<b>Total</b>	<b>65.169.709</b>	<b>104.213.108</b>	<b>1.426.339</b>	<b>105.639.447</b>

COMMERCE INTERNATIONAL

Le développement du commerce extérieur enregistré au cours de la période considérée s'est interrompu en 1957, avec la baisse des principaux produits d'exportation, le pétrole excepté. A partir de 1947, l'importation du pétrole de Brunéi (pour le raffinage) et sa réexportation ont tenu une place prépondérante dans les échanges commerciaux. Toutefois, il apparaît que même sans le pétrole de Brunéi, la balance commerciale aurait, dans l'ensemble, été favorable. L'élévation constante du volume des importations résulte, dans une certaine mesure, de l'augmentation des dépenses d'investissement des pouvoirs publics et des entreprises privées. En décembre 1957, un nouveau tarif a été adopté en vue d'augmenter les recettes provenant des importations d'articles de luxe.

La plus grande partie des exportations du Sarawak transite par Singapour. Les importations proviennent principalement des pays voisins et du Royaume-Uni et c'est avec ces mêmes pays que se fait l'essentiel du commerce direct du territoire.

Importations et exportations  
 (milliers de dollars malais)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Importations	103.138	394.912	463.429
Exportations	72.254	424.728	499.535
Principales importations			
Pétrole, brut et raffiné	30.643	269.296	328.524 <sup>a/</sup>
Denrées alimentaires	16.717	43.723	54.848 <sup>b/</sup>
Articles manufacturés et articles divers	13.217	67.322	31.256 <sup>b/</sup>
Machines et matériel de transport	476 <sup>c/</sup>	9.009 <sup>c/</sup>	18.963
Principales exportations			
Pétrole, brut et raffiné	51.226	299.580	376.932
Caoutchouc	26.085	31.616	73.302
Bois d'oeuvre	233	13.862	19.559
Poivre	3.213	49.443	17.232
Farine de sagou	10.599	4.371	2.089

a/ Depuis l'adoption de la classification type pour le commerce international, en 1954, ce produit est classé sous la rubrique plus générale : "combustibles minéraux, lubrifiants et produits assimilés".

b/ Dans la nouvelle classification, les "articles manufacturés classés par matières" et les "articles manufacturés divers" constituent deux rubriques distinctes.

c/ 1947 et 1953 : non compris le matériel de transport.

## CONDITIONS SOCIALES

Les difficultés de communication, la dispersion des populations, d'origine, de langue et de civilisation diverses, et leurs divers degrés d'évolution posent autant de problèmes qui compliquent la tâche des pouvoirs publics dans le domaine social. Mais, depuis la guerre, l'influence des conceptions et des habitudes occidentales s'est étendue de plus en plus vite; l'enseignement public et l'activité des missions ont généralement entraîné, dans un temps relativement bref, l'apparition d'une échelle de valeurs entièrement nouvelle chez les jeunes générations des collectivités traditionnelles de Dayaks et autres groupes indigènes. La manifestation la plus tangible de cette évolution est le recul de l'artisanat indépendant et l'apparition du produit manufacturé.

Pendant la guerre, l'enseignement et les services de santé ont fonctionné au ralenti. Après la guerre, les services sociaux ne se sont pas développés autant qu'il eut été souhaitable, faute de personnel qualifié, de matières premières et de fonds.

## MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

L'Ordonnance sur la main-d'oeuvre de 1952 a adopté les principes des Conventions internationales relatives à la main-d'oeuvre en ce qui concerne les heures de travail, les conditions sanitaires, l'âge minimum d'accès au marché du travail, etc.

Un commissaire au travail qui réside dans la zone pétrolifère s'occupe à la fois du Sarawak et de Brunéi. D'une façon générale, les salariés ne représentent qu'un pourcentage relativement faible de la population. La Sarawak Oilfield Limited est l'entreprise qui emploie le plus de travailleurs industriels; cette société qui employait environ 1.800 ouvriers spécialisés, manoeuvres spécialisés et manoeuvres ordinaires en 1947, en employait 1.862 en 1957. Le salaire journalier de base des employés de cette société allait de 4,08 à 6,64 dollars malais en 1953 et de 4,22 à 11 dollars malais en 1957. Si l'on ne tient pas compte d'avantages tels que le logement gratuit, le salaire journalier des travailleurs des plantations de caoutchouc était en moyenne de 3,24 dollars malais en 1957 contre 3,42 dollars malais à la fin de 1952. Les plantations de caoutchouc employaient un millier de travailleurs. Dans les scieries, qui groupaient à peu près 4.200 travailleurs

en 1956, les salaires journaliers allaient de 3 à 12 dollars et le salaire moyen y était de 5,61 dollars.

Il n'y a pas de chômage, la demande de main-d'oeuvre étant supérieure à l'offre; on recrute des ouvriers à Hong-kong et à Singapour pour remédier à la pénurie de main-d'oeuvre spécialisée dans le bâtiment. Une loi sur les syndicats a été promulguée en 1947 et à la fin de cette même année, il y avait quatre nouveaux syndicats immatriculés. En 1957, trois syndicats ont été inscrits, ce qui a porté le nombre total des syndicats à 32, groupant en tout environ 6.000 membres. La première grande grève qui se soit produite depuis 1952 a eu lieu en juin 1957 et a fait perdre 1.452 journées de travail.

L'Ordonnance sur les accidents de travail de 1956, qui a remplacé celle de 1949, a relevé le montant des indemnités versées aux travailleurs ou à leur famille en cas de blessure ou de décès en cours d'emploi.

#### COOPERATIVES

Une ordonnance sur les coopératives promulguée en 1948 est entrée en vigueur en 1949; on a formé du personnel local et on a mis sur pied des centres de démonstration dans certaines zones. Un plan quinquennal de développement du mouvement coopératif a été mis en oeuvre et a conduit à la création en 1953 d'une société secondaire, la Banque coopérative centrale. La même année, un expert de l'OIT s'est rendu au Sarawak et a présenté un rapport sur les moyens de développer l'esprit coopératif parmi les Chinois du territoire. En 1957, l'OIT a accordé une bourse à un spécialiste de l'action coopérative pour lui permettre de suivre des cours en Malaisie, en Inde et à Ceylan et l'on a également pris des dispositions en vue de la formation de personnel au Co-operative College de Kuala Lumpur (Malaisie).

Les coopératives sont pour la plupart organisées sur une base ethnique; en 1956, huit seulement sur un total de 150 étaient multiraciales. Ce sont pour la plupart des sociétés de crédit et des sociétés d'entrepôt et d'usinage du riz paddy. Quatre de ces sociétés s'occupent de la vente des produits qui leur sont fournis par leurs adhérents (poisson, légumes, volailles). En 1956, il existait deux sociétés secondaires en comptant la Banque. Pour permettre le financement de sociétés coopératives dans des domaines très divers, le gouvernement a accordé en 1957 un prêt de 250.000 dollars malais à la Banque et l'a dispensée du paiement des intérêts pour une période de dix ans.

Sociétés coopératives

	<u>1949</u>	<u>1952</u>	<u>1956<sup>a/</sup></u>
Sociétés enregistrées	24	109	150
Nombre d'adhérents	1.481	6.901	10.454
Total de l'actif (dollars malais)	39.533	560.077	1.284.400
Total du passif (dollars malais)	39.533	586.736	1.308.637
Capital social	30.825	225.593	360.296

a/ En 1957, dix sociétés nouvelles groupant au départ 296 adhérents ont été enregistrées, ce qui porte à 160 le nombre des sociétés coopératives.

## NIVEAU DE VIE

Dans le cadre de l'enquête sur le régime fiscal du Sarawak, on a procédé en 1955 à une étude du revenu national pour essayer d'évaluer le produit intérieur brut. Il s'établirait comme suit :

Evaluation du produit intérieur brut, 1947-1954  
(au prix du marché, en millions de dollars malais)

	<u>1947</u>	<u>1949</u>	<u>1951</u>	<u>1952</u>	<u>1953</u>	<u>1954</u>
Agriculture, forêts et pêche	109	127	262	203	192	198
Industries extractives	21	77	43	38	37	41
Autres domaines d'activité	<u>55</u>	<u>65</u>	<u>99</u>	<u>96</u>	<u>102</u>	<u>105</u>
Total	185	269	404	337	331	344

On a déduit de ces chiffres que le revenu par habitant serait de 500 dollars malais par an; vu le petit nombre de très hauts revenus, il est probable que le produit intérieur brut est assez également réparti car il y a peu de très gros revenus.

On a établi un indice des prix en prenant comme base 100, l'indice d'août 1950 et l'on a abouti à 122 pour 1955, 119,6 pour 1956 et 121,2 pour 1957.

## URBANISME; AMENAGEMENT DES CAMPAGNES ET HABITATION

Le surpeuplement continue à poser de graves problèmes dans les villes principales, malgré les mesures prises pour remédier à la pénurie générale de logements, telles que l'adoption de programmes de construction de maisons individuelles et de cités. Une ordonnance relative à la planification urbaine et rurale a été

promulguée en 1952; la même année, un plan d'ensemble a été approuvé, en principe, pour la ville de Kuching. Ultérieurement, à Kuching et dans d'autres villes, les conseils municipaux, à qui incombe la responsabilité de la planification, ont créé des comités permanents chargés d'appliquer les plans de développement. Le gouvernement s'efforce vainement, depuis quelques années, de s'assurer les services d'un expert urbaniste.

Le premier projet de construction d'habitations à bon marché, d'un coût de 3.845.300 dollars malais, a été entrepris à Kuching en 1954; la phase initiale des travaux - portant sur la construction de 532 logements - s'est terminée en novembre 1956. Une société privée a commencé en 1957 la construction de 169 logements. A Sibü, où s'exerce une très grande activité dans le secteur du bâtiment, le Conseil municipal a acheté en 1957 un terrain d'une superficie de 50 acres qu'il réserve à la construction d'habitations à bon marché.

#### SECURITE ET PROTECTION SOCIALES

En 1947, un comité consultatif en matière de bien-être social a été chargé d'étudier les possibilités d'action dans le domaine social et de formuler des recommandations à ce sujet. En 1952, les autorités ont décidé de faire appel à des organisations bénévoles et de ne pas créer de service administratif particulier, des oeuvres privées assumant déjà une grande responsabilité dans ce domaine au sein de la population chinoise. En 1953, l'organisation de l'action sociale s'est précisée avec la création d'un conseil de la protection sociale, composé de six membres nommés, de huit membres désignés par huit grandes organisations bénévoles et de 20 membres délégués par d'autres sociétés et comités, qui constitue l'organisme central. De petits comités locaux, dont l'organisation et la composition varient selon les cas, dirigent l'action sociale dans leurs districts respectifs. Une subvention annuelle du gouvernement (80.000 dollars malais) et des contributions volontaires augmentées de leurs intérêts couvrent les dépenses du Conseil. Ses revenus sont passés de 142.050 dollars malais en 1954 à 274.456 dollars malais en 1957. Le Conseil accorde des subventions à diverses institutions pour les aider à financer leurs activités d'assistance sociale; en 1957, il a distribué à des comités de secours 19.634 dollars malais sous forme de colis de vivres et 12.500 dollars malais en espèces.

Depuis 1954, le Conseil est aidé dans sa tâche par un fonctionnaire des services sociaux du Royaume-Uni. Depuis quelque temps, le gouvernement octroie deux bourses de formation à l'étranger au titre de la protection sociale.

#### Développement communautaire

Le développement communautaire est confié à un comité groupant des chefs de services administratifs et des directeurs de départements sous la présidence du secrétaire adjoint et ayant pour secrétaire exécutif un fonctionnaire spécialiste de la question.

Depuis 1949, ce comité organise divers projets-pilotes : lutte contre l'analphabétisme des adultes parmi les Dayaks du littoral et la population malaise; aménagement des exploitations agricoles et des villages malais; mise en valeur de la zone habitée par les Dayaks du littoral. Grâce à son assistance un groupe de pêcheurs de Heng Hua a pu abandonner ses taudis et construire un village coopératif, doté de routes et d'un système d'adduction d'eau.

Une initiative importante a été la création, en 1948, de l'école de Kanowit pour l'amélioration des conditions de vie rurale (zone des Dayaks du littoral). L'école était organisée de manière à donner à un certain nombre de ménages et de jeunes gens qui y résidaient pendant deux ans la possibilité d'acquérir une expérience pratique des méthodes modernes d'agriculture et d'élevage et de se familiariser avec les principes élémentaires de l'hygiène et de la puériculture. Cinquante-deux ménages et 18 célibataires avaient terminé leur stage en avril 1954. Un spécialiste du développement agricole, prêté par l'Australie au titre du Plan de Colombo, a dirigé cette école durant 1954. En 1955, l'école n'a pas eu de directeur et on a dû la fermer en 1957, les difficultés de recrutement n'ayant pu être surmontées.

Dans le district de Kalaka, un programme de développement communautaire, mis en oeuvre à l'intention des Dayaks du littoral, vise à élever le niveau sanitaire, à diffuser les principes coopératifs et à introduire des nouvelles méthodes agricoles. En 1957, le programme est entré dans une nouvelle phase lorsque l'on a ramené de trois à un le nombre des agents envoyés de l'extérieur et étendu les pouvoirs du comité local (Progress Society). Ce comité a envoyé sept jeunes gens au Royaume-Uni, un en Malaisie et deux à Kuching pour y recevoir une formation d'animateurs.

Le projet de Padawan, mis en oeuvre en janvier 1957 et destiné aux Dayaks de l'intérieur, a déjà suscité des changements dans ce groupe de la population. Des comités de village ont construit des routes et des ponts et ont participé, par des contributions de matériaux et de main-d'oeuvre, à la construction d'un centre de développement communautaire (comprenant un dispensaire, un atelier, des salles de classe et de terrains de jeux); dans de nombreux cas, ces comités ont procédé à un remembrement des terrains pour faciliter la culture du caoutchouc et d'autres produits agricoles.

Depuis quelques années, on se préoccupe spécialement des possibilités de formation offertes aux femmes et aux jeunes filles dans les projets à fins multiples ainsi qu'aux centres de formation de Kanowit et de Kuching. En 1957, un fonctionnaire a été provisoirement détaché à la radio du Sarawak pour faire une place au développement communautaire dans les programmes.

#### PREVENTION DU CRIME ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Le taux de la criminalité reste très bas, mais le nombre total des cas dont la police a été saisie a augmenté. L'amélioration des conditions économiques s'est traduite par une diminution du nombre des vols. En 1957, sur 51 jeunes délinquants, 40 étaient accusés de vol. La police ayant intensifié son action contre l'immigration illégale, le nombre des cas où elle est intervenue est passé de 704 en 1956 à 1.446 en 1957. On ne possède pas de données comparables pour la période antérieure à 1954.

#### Statistiques de la criminalité

	Nombre de personnes condamnées		
	<u>1954</u>	<u>1956</u>	<u>1957</u>
Crimes ou délits contre les personnes	110	112	124
Crimes ou délits contre les biens	249	231	283
Autres crimes ou délits tombant sous le coup du Code pénal	178	147	195
Infractions aux arrêtés locaux	<u>2.819</u>	<u>4.857</u>	<u>5.359</u>
	3.356	5.347	5.961

## SANTÉ PUBLIQUE

Depuis le début, les efforts du Service médical et sanitaire ont été entravés par la difficulté de recruter du personnel de direction qualifié et l'impossibilité de trouver sur place assez de jeunes gens et jeunes filles ayant fait des études suffisantes pour recevoir une formation d'auxiliaires médicaux. A la fin de 1947, 6 seulement des 12 hauts fonctionnaires du Service recrutés à l'extérieur étaient arrivés dans le territoire. En 1948, on a créé 7 postes de médecin-chef, mais on a pu seulement en pourvoir 4. Depuis 1955 la situation s'est améliorée et, en 1956, 2 seulement des 50 postes du cadre supérieur étaient vacants.

On a intensifié la formation des infirmières, des techniciens de laboratoire et des préparateurs en pharmacie. Le programme de formation des sages-femmes a donné d'excellents résultats et, depuis 1952, un très grand nombre de sages-femmes rurales sont rentrées dans leurs districts respectifs après avoir suivi un cours de formation d'un an. On a pris des mesures pour former du personnel médical à l'étranger; en 1957, 31 étudiants suivaient des cours de médecine, de soins infirmiers et de santé publique au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande, en Australie et en Malaisie. Pour vaincre les difficultés créées par l'éloignement des populations et le mauvais état des voies de communication, les services médicaux ruraux ont organisé des dispensaires mobiles et notamment des dispensaires flottants. Malgré tous les efforts, il a été impossible en 1957 de recruter des médecins pour un service médical mobile que l'on se proposait de créer.

Parmi les travaux entrepris pour développer les installations et les services médicaux, on peut citer : l'agrandissement de l'hôpital général de Kuching, la construction d'un nouvel hôpital psychiatrique à Kuching, le réaménagement d'une colonie de lépreux et l'ouverture de nouveaux dispensaires et centres sanitaires. Des services de protection maternelle et infantile existent dans les villes principales et, à Kuching, plus de 90 pour 100 de tous les accouchements sont faits par un médecin ou une sage-femme. Quatre dentistes diplômés, appartenant au Service dentaire, travaillent principalement à Kuching et à Sibü.

On a maîtrisé la plupart des maladies contagieuses qui étaient la cause principale des décès dans les grands centres. Le pian, le paludisme et la tuberculose sont toujours les maladies les plus répandues dans les régions rurales. Avec l'aide de l'Organisation mondiale de la santé et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, une campagne de vaccination par le BCG a été entreprise en 1952;

elle vise à protéger 100.000 personnes contre la tuberculose et à initier le personnel local aux techniques de la vaccination par le BCG. En 1953, plus de 140.000 personnes avaient été soumises à la réaction tuberculinique et vaccinées. Le personnel local poursuit l'exécution de ce programme. Un projet-pilote de lutte contre le paludisme a été mis en oeuvre en 1953 le long de la rivière Baram avec l'assistance de l'OMS; en 1954, on est arrivé à la conclusion que dans les conditions existant au Sarawak on pouvait combattre le paludisme au moyen de pulvérisations à effet rémanent. En 1956, le projet s'est transformé en une campagne nationale d'éradication à laquelle participent trois experts de l'OMS. On pense que d'ici la fin de 1958, les opérations de pulvérisation auront été étendues à toutes les régions impaludées.

Dans le plan de développement de 1955-1960, les autorités ont réservé un crédit de 4,6 millions de dollars malais pour améliorer l'approvisionnement en eau de Kuching et d'autres agglomérations urbaines et rurales. Au cours de l'année 1957, on a procédé à titre d'essai à des travaux de forage de puits peu profonds dans les régions rurales.

Personnel médical et sanitaire (cadres supérieurs)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Médecins	6	14 <sup>a/</sup>	21 <sup>a/</sup>
Dentistes	1	3 <sup>b/</sup>	4 <sup>b/</sup>
Infirmières diplômées	2	15 <sup>b/</sup>	18 <sup>b/</sup>
Inspecteurs de la santé publique	1	1	1

a/ Dont un détaché à Brunéi.

b/ Dont quatre détachés à Brunéi.

Nombre de lits d'hôpital

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Hôpital général de Kuching	250	283	269
Hôpital psychiatrique de Kuching	100	100	220
Hôpital de Sibü	55	135	131
Hôpital de Simanggang	-	54	42
S.O.L. Hospital (Miri)	100	120	...

## CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Avec le retour à l'administration civile en 1946, les autorités ont confié à un fonctionnaire des cadres administratifs la direction de tous les services de l'enseignement, y compris les écoles chinoises. En 1947 a été nommé un directeur de l'enseignement possédant la compétence professionnelle voulue. Une ordonnance relative à l'enseignement, promulguée en 1950 (et modifiée en 1955), prévoit l'enregistrement des écoles et des instituteurs, institue un service d'inspection scolaire, régleme l'octroi des subventions et la création de comités consultatifs de l'enseignement. La politique du Département de l'enseignement est d'assurer un enseignement primaire d'une durée de quatre à six années à tous les enfants.

On peut trouver un indice des progrès accomplis au cours des dix dernières années dans le développement du Département de l'enseignement et dans l'augmentation du nombre des écoles et des effectifs scolaires. Le Département, qui ne comptait en 1947 que 3 fonctionnaires des cadres supérieurs, en comptait 28 en 1957. Trois nouveaux postes supérieurs ont été créés au cours de l'année, ceux d'inspecteur de l'enseignement technique, de directeur de la radio scolaire et de directeur du bureau des publications. En 1956 et en 1957, les effectifs scolaires ont augmenté d'environ 10.000 élèves par an. En 1957, sur une population d'âge scolaire de 126.000 à 142.000 enfants, près de 80.000 étaient scolarisés. C'est surtout dans l'enseignement primaire que les progrès ont été les plus marqués.

Avant la guerre il n'existait qu'une seule école publique pour les enfants autochtones (à l'exclusion des Malais et des Melanos). A la fin de 1947, on avait créé 17 écoles publiques pour répondre aux vœux des Dayaks du littoral, des Dayaks de l'intérieur et des Muruts. Les autorités locales ont commencé à prendre à leur charge l'enseignement primaire dans leurs régions respectives; en 1957, elles le faisaient dans presque tout le territoire et elles avaient ouvert 270 écoles. A cette date, toutes les écoles primaires, à l'exception de 3 restées sous le contrôle du gouvernement central, ont été remises aux autorités locales et 70 nouvelles écoles primaires ont été ouvertes, presque toutes à l'intention des enfants autochtones. Le nombre de ces enfants fréquentant l'école est passé de 6.246 en 1947 à 27.520 en 1957.

La composition ethnique de la population ainsi que les facteurs géographiques et historiques ont influé sur le développement de l'enseignement au Sarawak. Les écoles se répartissent en deux grandes catégories : les écoles publiques et les établissements privés. Parmi les premières se rangent les écoles dépendant du gouvernement central et des autorités locales; parmi les dernières figurent les écoles chinoises, les écoles des missions et les écoles relevant des comités de villages. Dans les écoles publiques et les écoles primaires, l'enseignement est donné en langue vernaculaire. Toutefois, dans les villes, la langue d'enseignement est l'anglais. Une grande partie de l'enseignement secondaire est assurée par les écoles des missions et les écoles chinoises. Avant que le gouvernement ne décide, en 1956, de créer un réseau d'écoles secondaires dans tout le territoire, les deux écoles publiques secondaires du premier degré comptaient 288 élèves sur 7.174 au total pour l'enseignement secondaire. Avec l'aide du Gouvernement néo-zélandais, qui a détaché trois professeurs au titre du Plan de Colombo, la première école secondaire publique s'est ouverte à Miri. On se proposait, d'autre part, de créer en 1958 une école secondaire publique dans les locaux de l'ancienne école pour l'amélioration des conditions de vie rurale à Kanowit. En 1957, les effectifs de l'enseignement secondaire comptaient 911 autochtones sur 7.993 élèves au total.

Le Département doit maintenant chercher à réduire l'écart entre le niveau culturel de la population autochtone et celui des communautés étrangères et à intégrer les différents systèmes scolaires en un système national. Outre la création d'écoles secondaires multiraciales, les autorités ont pris diverses mesures pour assurer une plus grande uniformité dans l'enseignement.

En 1954, un expert venu d'Angleterre a étudié le mode de financement des établissements d'enseignement et a recommandé d'accroître les crédits affectés à l'enseignement et de réviser les conditions d'octroi de subventions aux organisations bénévoles. En 1955, un nouveau code des subventions a été promulgué, en vertu duquel une grande partie des dépenses ordinaires approuvées et 50 pour 100 au maximum des dépenses extraordinaires approuvées de ces organisations peuvent être couvertes au moyen de fonds publics. Désormais, toutes les écoles gérées par les autorités locales ainsi que les écoles chinoises et les écoles des missions bénéficient de la même assistance financière et tous les instituteurs, qu'ils enseignent dans des écoles publiques ou des écoles agréées, sont rémunérés au même taux. S'il n'a pas été possible de donner à toutes les écoles les mêmes programmes

et les mêmes manuels, dans les différentes langues, on a cependant chargé un comité d'examiner les programmes et les manuels des écoles chinoises et de recommander, le cas échéant, les modifications nécessaires. Parmi les mesures prises pour préparer l'intégration des écoles chinoises et des écoles de langue anglaise, on peut citer une étude des programmes en vue de déterminer la possibilité d'organiser des examens communs et l'introduction du chinois parmi les matières enseignées dans les écoles de langue anglaise.

En 1956, on a créé un Comité consultatif de l'enseignement pour donner aux représentants des différents systèmes scolaires ainsi qu'aux dirigeants de la collectivité l'occasion de faire connaître leurs vues sur les questions de principe relatives à l'enseignement.

Il a fallu accroître l'effectif des instituteurs qualifiés pour faire face à l'extension du réseau scolaire. On a commencé par créer à Batu Lintang, en 1948, en tant que projet entrepris dans le cadre des Colonial Development and Welfare Acts un centre de formation pédagogique destiné à former des maîtres pour les écoles dayaks et malaisés. A la fin de 1954, plus de 250 étudiants avaient obtenu des certificats d'aptitude pédagogique pour l'enseignement primaire. En 1957, les conditions régissant l'accès au centre de formation de Batu Lintang ainsi que l'enregistrement des instituteurs non qualifiés ont été rendues plus sévères et l'on a ouvert un deuxième centre, qui formera une cinquantaine d'instituteurs par an, principalement pour les écoles chinoises.

Il n'y a pas d'université au Sarawak, mais les Gouvernements du Sarawak, du Royaume-Uni, d'Australie et de Nouvelle-Zélande ainsi que des organisations privées accordent des bourses qui permettent à leurs titulaires de faire des études supérieures et d'acquérir une formation spécialisée dans les pays d'outre-mer. Le nombre des boursiers étudiant à l'étranger est passé de 9 en 1947 à 99 en 1957. Parmi ces derniers, 34 étudiants étaient titulaires de bourses octroyées au titre du Plan de Colombo.

Les dépenses du Département de l'enseignement sont passées de 235.163 dollars malais en 1947 à 9.016.000 dollars malais en 1957, dont 1.888.000 réservés à des projets de développement. L'introduction du nouveau régime des subventions explique la plus grande partie de cet accroissement des dépenses en 1956 et 1957 : le montant des subventions renouvelables accordées au cours de ces deux années ayant

été respectivement de 4.663.785 et 5.612.080 dollars malais. Les subventions accordées aux établissements scolaires au titre de la construction et de l'équipement se sont élevées à 155.880 dollars malais en 1956 et à 541.000 dollars malais en 1957.

Nombre d'écoles<sup>a/</sup>

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>	
			<u>Enseignement primaire</u>	<u>Enseignement secondaire</u>
Ecoles publiques	72	41	3	3
Ecoles subventionnées :				
Ecoles des autorités locales	-	99	270	-
Ecoles privées (comités de villages)	8	49	7	-
Ecoles des missions	58	85	121	17
Ecoles chinoises	192	238	241	14
Ecoles non subventionnées	-	-	34	2
Total	330	512	712	

a/ Les chiffres dont on dispose pour 1947 et 1953 ne permettent pas de distinguer le nombre respectif des établissements primaires et secondaires. Les chiffres relatifs à 1957 ne comprennent pas trois écoles normales comptant 260 élèves au total.

Elèves

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>	
			<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>
Ecoles publiques	4.416	3.527	398	66
Ecoles subventionnées :				
Ecoles des autorités locales	-	3.608	12.782	4.400
Ecoles privées (comités de villages)	591	2.407	474	319
Ecoles des missions	5.089	9.446	10.673	5.415
Ecoles chinoises	19.522	30.084	25.459	17.548
Ecoles non subventionnées	-	-	1.114	759
Total	29.618	49.072	79.407	

Personnel enseignant

	1947	1953	1957	
			Hommes	Femmes
Ecoles publiques	146	99	15	3
Ecoles subventionnées :				
Ecoles des autorités locales	-	126	1.779	721
Ecoles privées (comités de villages)	18	65	...	...
Ecoles des missions	192	320	...	...
Ecoles chinoises	656	999	...	...
Ecoles non subventionnées	-	-	27	30
Total	1.012	1.609	2.575	

## INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Le British Council a établi des bibliothèques et des salles de lecture et organisé des séances cinématographiques dans les écoles de Kuching et de Sibü. Un crédit de 250.000 dollars malais a été alloué au titre du plan de développement (1955-1960) pour créer des bibliothèques dans les grandes agglomérations. Il y a une bibliothèque centrale à Kuching et de petites bibliothèques dans d'autres villes. La construction du Musée du Sarawak a été achevée en 1956. Le Musée sert de centre pour les recherches anthropologiques et archéologiques entreprises à Bornéo; il a pu, à l'aide de fonds qui lui ont été accordés au titre des Colonial Development and Welfare Acts, entreprendre une série d'études socio-économiques sur les Dayaks du littoral, les Dayaks de l'intérieur, les Melanos et les Chinois du Sarawak. Une étude des communautés malaises est en préparation. Les résultats de ses travaux de recherches archéologiques et autres sont publiés deux fois par an dans le Journal du Musée du Sarawak.

La diffusion des nouvelles et des renseignements officiels est assurée par un service du gouvernement, créé à l'origine à titre provisoire et devenu permanent en 1954. En 1957, le tirage de l'hebdomadaire en langue anglaise que publie ce service (Sarawak in the Week) est passé de 350 à 650 exemplaires; la même année, cette revue a été publiée pour la première fois en langue malaise. Le Service de l'information dispose de quatre cinémas ambulants qui projettent des films éducatifs et documentaires.

La presse du Sarawak s'est considérablement développée, tant en importance qu'en ce qui concerne le nombre des journaux publiés dans le territoire en anglais, en chinois et en malais : on comptait en 1947, 2 quotidiens en langue chinoise, un quotidien en langue anglaise ainsi que 2 revues publiées en anglais et en chinois; en 1957, 6 quotidiens en langue chinoise et un quotidien en langue anglaise paraissaient dans le territoire, ainsi que 10 revues publiées en chinois, en anglais, en malais et en iban.

Plus de 400.000 dollars malais, alloués au titre des Colonial Development and Welfare Acts, ont servi à mettre sur pied un service de radiodiffusion. La station de Radio Sarawak a été inaugurée en 1954. En 1957, elle employait 102 personnes, dont 96 Asiatiques. Radio Sarawak émettait 12 heures par jour et diffusait des programmes en anglais, en malais, en chinois et en iban. Ses installations servaient également à la diffusion de programmes éducatifs pour les écoles. Un groupe radiophonique mobile rend compte des événements importants qui se produisent dans les régions rurales.

-----